

Dossier de Mariage



&

Pièces à fournir pour un dossier de Mariage

*Ce dossier doit impérativement être déposé par les deux futurs époux
au plus tard un mois avant la date du mariage.*

Copie intégrale de l'acte de naissance de chacun des futurs époux (datant de moins de trois mois au moment du dépôt du dossier et de moins de 6 mois pour les territoires d'Outre-Mer)

- Français(e) né(e) en France : délivrée par la Mairie du lieu de naissance
- Français(e) né(e) à l'étranger ou français(e) par naturalisation : délivrée par le Ministère des Affaires Etrangères – Service Central de l'Etat Civil– 44941 NANTES CEDEX 9
ou par internet : www.diplomatie.gouv.fr/francais/etacivil/demande.html
- Apatride et réfugié(e) politiques : délivrée par l'Office Français de Protection des Apatrides et Réfugiés(ées) – 201 Rue Carnot – 94136 FONTENAY-SOUS-BOIS

Justificatif de domicile de chacun des futurs époux datant de moins de trois mois à la date du Mariage (original et photocopie)

- Bail locatif ou quittance loyer récente (agences immobilières ou bailleurs sociaux), factures EDF, GDF, de téléphone (à l'exclusion de téléphonie mobile), avis d'imposition ou de non-imposition, avis de la taxe d'habitation.

Pour futurs époux non domiciliés à Saix

- fournir un justificatif de domicile et une copie de la carte d'identité du parent domicilié à Saix

Justificatif d'identité (original et photocopie)

- Carte nationale d'identité, passeport, permis de conduire, carte de l'OFPPRA pour les réfugiés(ées) ou apatrides.

Désignation des témoins

- Fiche de renseignements à compléter
- Une pièce d'identité pour chaque témoin (carte nationale d'identité, passeport ou permis de conduire)

Enfants communs nés avant le mariage

- Ces enfants doivent être signalés avant le mariage. Ils doivent avoir été reconnus par les deux parents
- Livret de famille des parents non mariés
- Acte de naissance de moins de trois mois

Contrat de Mariage chez un notaire

- Fournir un certificat de Contrat de Mariage

En cas de divorce

- Fournir une copie intégrale de l'acte de mariage, établie par la Mairie du lieu de mariage

En cas de veuvage

- Fournir une copie intégrale d'acte de décès du défunt, établie par la Mairie du lieu de décès

CAS PARTICULIERS :

Majeur(e) sous curatelle (inscription au Répertoire Civil)

- Jugement ou document du greffe du Tribunal d'Instance (du lieu de naissance) relatif à l'inscription au répertoire civil
- Consentement du curateur ou du juge des tutelles

Majeur(e) sous tutelle (inscription au Répertoire Civil)

- Jugement ou document du greffe du Tribunal d'Instance (du lieu de naissance) relatif à l'inscription au répertoire civil
- Consentement du conseil de famille ou consentement des parents
- Certificat du médecin traitant attestant qu'il a donné l'avis exigé par la loi

Militaire de la légion étrangère depuis moins de 5 ans

- Autorisation du Ministère de la Défense

Agent diplomatique ou consulaire

- Autorisation du Ministère des Affaires Etrangères

Pour les futurs époux de nationalité étrangère

- Copie intégrale de l'acte de naissance *(délivrée par la ville de naissance du pays d'origine)
- Certificat de coutume ou certificat de capacité matrimoniale *
- Certificat de célibat *
- Certificat de non remariage pour les divorcés(ées) avec copie du jugement définitif de divorce *
- Carte de séjour ou le passeport avec visa
- Si veuvage, fournir l'acte de mariage et l'acte de décès de l'époux *

Tous les documents étrangers doivent : - être datés de moins de 6 mois au moment du dépôt du dossier, - être traduits en français et - il doit figurer sur chacun d'eux la légalisation ou l'apostille selon le cas.

* la traduction doit être effectuée soit en France par un traducteur expert judiciaire près d'une Cour d'Appel, soit par l'ambassade ou le consulat du pays qui a établi l'acte, soit à l'étranger par l'ambassade ou le consulat de France
Les pièces sont à fournir en version originale et être accompagnées de leur traduction en français.

Renseignements communs aux futurs époux

Date du Mariage :

Heure :

NOMBRE D'ENFANTS COMMUNS :

NOM – Prénoms :

Date et lieu de naissance :

NOM – Prénoms :

Date et lieu de naissance :

NOM – Prénoms :

Date et lieu de naissance :

NOM – Prénoms :

Date et lieu de naissance :

NOM – Prénoms :

Date et lieu de naissance :

Adresse du futur domicile conjugal :

Téléphone : | _ | _ | | _ | _ | | _ | _ | | _ | _ | | _ | _ |

CONTRAT DE MARIAGE

Oui

Non

Signé le

Chez Maître Notaire à

Parution de la publication dans la presse :

(Journal Municipal « Courrier Saïxol »)

Oui

Non

Remise des alliances en Mairie :

Oui

Non

Renseignements concernant le futur époux

NOM (en lettres capitales).....

Prénoms :

Date de naissance :

Lieu de naissance : Département :

Nationalité (au moment du mariage) :

Profession :

Situation matrimoniale :

Célibataire Veuf, depuis le

Divorcé, depuis le.....

Domicilié à (adresse complète)

Résidant à (adresse complète)

depuis au moins un mois.

PÈRE :

NOM –Prénoms :

Domicilié à

.....

Profession :

ou décédé le

MÈRE :

NOM –Prénoms :

Domiciliée à

.....

Profession :

ou décédée le

Attestation sur l'honneur
futur époux

(Article 6 du décret n°53.914 du 26 septembre 1953,
modifié par le décret n°74.449 du 15 mai 1974)

Je soussigné,

Né le

A

ATTESTE SUR L'HONNEUR

Avoir mon domicile à

.....

Avoir ma résidence où j'ai résidé sans interruption : (adresse complète)

.....

Depuis le

Exerce la profession de

Être célibataire

Qu'un jugement de séparation de corps a été prononcé contre moi (ci-joint extrait du jugement)

Ne pas être remarié

A....., le

Signature

Article 441-7 du code pénal « est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende le fait :

1. D'établir une attestation ou un certificat faisant état des faits matériellement inexacts ;
2. De falsifier une attestation ou un certificat originellement sincère ;
3. De faire usage d'une attestation ou d'un certificat inexact ou falsifié.

Les peines sont portées à trois d'emprisonnement et à 45 000 € d'amende lorsque l'infraction en vue de porter préjudice au trésor public ou au patrimoine d'autrui.

Renseignements concernant la future épouse

NOM (en lettres capitales).....

Prénoms :

Date de naissance :

Lieu de naissance : Département :

Nationalité (au moment du mariage) :

Profession :

Situation matrimoniale :

- Célibataire Veuve, depuis le
- Divorcée, depuis le.....

Domiciliée à (adresse complète)

Résidant à (adresse complète)

depuis au moins un mois.

PÈRE :

NOM –Prénoms :

Domicilié à

Profession :

ou décédé depuis le

MÈRE :

NOM –Prénoms :

Domiciliée à

Profession :

ou décédée depuis le

Attestation sur l'honneur
future épouse

(Article 6 du décret n°53.914 du 26 septembre 1953,
modifié par le décret n°74.449 du 15 mai 1974)

Je soussignée,

Née le

A

ATTESTE SUR L'HONNEUR

Avoir mon domicile à

Avoir ma résidence où j'ai résidé sans interruption : (adresse complète)

Depuis le

Exerce la profession de

Être célibataire

Qu'un jugement de séparation de corps a été prononcé contre moi (ci-joint extrait du jugement)

Ne pas être remariée

A....., le

Signature

Article 441-7 du code pénal « est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende le fait :

4. D'établir une attestation ou un certificat faisant état des faits matériellement inexacts ;
5. De falsifier une attestation ou un certificat originellement sincère ;
6. De faire usage d'une attestation ou d'un certificat inexact ou falsifié.

Les peines sont portées à trois d'emprisonnement et à 45 000 € d'amende lorsque l'infraction en vue de porter préjudice au trésor public ou au patrimoine d'autrui.

Attestation sur l'honneur
de l'hébergeant

(Article 6 du décret n°53.914 du 26 septembre 1953,
modifié par le décret n°74.449 du 15 mai 1974)

Je soussigné(e),

Né(e) le

A

ATTESTE SUR L'HONNEUR

Héberger à mon domicile (adresse complète)

.....

Monsieur ou Madame

De manière continue depuis au moins un mois.

A....., le

Signature

Article 441-7 du code pénal « est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende le fait :

7. D'établir une attestation ou un certificat faisant état des faits matériellement inexacts ;
8. De falsifier une attestation ou un certificat originellement sincère ;
9. De faire usage d'une attestation ou d'un certificat inexact ou falsifié.

Les peines sont portées à trois d'emprisonnement et à 45 000 € d'amende lorsque l'infraction en vue de porter préjudice au trésor public ou au patrimoine d'autrui.

Renseignements concernant les témoins

Cette feuille doit être accompagnée des copies des pièces d'identité de chacun des témoins.

1^{er} témoin (obligatoire) :

NOM de naissance :

NOM d'usage :

Prénoms :

Adresse :

.....

Profession :

2^{ème} témoin (obligatoire) :

NOM :

NOM d'usage :

Prénoms :

Adresse :

.....

Profession :

3^{ème} témoin (facultatif) :

NOM :

NOM d'usage :

Prénoms :

Adresse :

.....

Profession :

4^{ème} témoin (facultatif) :

NOM :

NOM d'usage :

Prénoms :

Adresse :

.....

Profession :

Nota : Les témoins doivent être au nombre de deux (minimum) et quatre (maximum). Ils doivent être âgés de 18 ans révolus, sans distinction de sexe ni de nationalité (Art. 37 du Code Civil) et devront obligatoirement maîtriser la langue française. Les individus frappés de dégradation civique ou d'interdiction légale ne peuvent être témoins.

Un mari et sa femme peuvent être témoins ensemble, le père et la mère de l'un des futurs époux peuvent être témoins du mariage si, en raison de l'âge de leur enfant, ils n'ont plus à donner leur consentement. Un mineur peut être témoin s'il est émancipé, soit par le mariage (Art. 476 du Code Civil), soit par décision du juge des tutelles (Art. 477 du Code Civil).

Les dames devront indiquer leur nom de jeune fille et leur nom d'épouse.

Informations sur le droit de la famille

(Ce document est destiné à donner une information générale sur le droit tel qu'il résulte des lois et règlements en vigueur)

(Application du décret n°2002-1556 du 23 décembre 2002,
modifié par le décret n°2004-1159 du 29 octobre 2004,
modifié par le décret n°2013-429 du 24 mai)

NOM DES EPOUX ET DE LEURS ENFANTS

Le mariage est sans effet sur le nom des époux, qui continuent chacun d'avoir pour seul nom officiel celui qui résulte de leur acte de naissance. Toutefois, chacun des époux peut utiliser dans la vie courante, s'il le désire et à titre d'usage, le nom de son conjoint ou adjoindre son nom au sien, dans l'ordre qu'il souhaite.

Les époux choisissent le nom de famille qui est dévolu à leur premier enfant commun lors de la déclaration de naissance, soit le nom du père, soit le nom de la mère, soit leurs deux noms accolés suivant l'ordre qu'ils ont choisi et dans la limite d'un seul nom de famille pour chacun d'eux. Ils remettent le document mentionnant la déclaration de choix de nom à l'officier d'état civil.

En l'absence de déclaration conjointe de choix de nom, l'enfant commun prend le nom de son père.

En cas de désaccord sur le nom de l'enfant, l'un des parents peut le signaler à l'officier de l'état civil en produisant un écrit faisant état de son désaccord au plus tard au jour de la déclaration de naissance ou, le cas échéant, au jour de l'établissement simultané de la filiation. L'officier de l'état civil vise le document et le restitue au parent. Dans ce cas, l'enfant prendra le nom de ses deux parents accolés selon l'ordre alphabétique. Le nom dévolu au premier enfant commun est valable pour les autres enfants communs du couple.

La faculté de choix de nom ne peut être exercée qu'une seule fois.

DROITS ET DEVOIRS RESPECTIFS DES EPOUX

Les époux se doivent mutuellement respect, fidélité, secours, assistance et s'obligent à une communauté de vie.

Ils assurent ensemble la direction morale et matérielle de la famille. Ils pourvoient à l'éducation des enfants et préparent leur avenir.

Les époux contribuent aux charges du mariage à proportion de leurs facultés respectives. Toutefois, un aménagement de cette contribution peut être prévu par contrat de mariage.

Chacun des époux peut passer seul les contrats qui ont pour objet l'entretien du ménage ou l'éducation des enfants.

Les dettes ainsi contractées engagent les deux époux, sauf lorsqu'elles sont manifestement excessives.

Chaque époux peut librement exercer une profession, percevoir ses gains et salaires et en disposer après s'être acquitté des charges du mariage.

Chacun des époux peut se faire ouvrir tout compte de dépôt (notamment comptes-chèques postaux, compte bancaire, livret d'épargne) et tout compte de titres en son nom personnel. A l'égard du dépositaire, le déposant est toujours réputé avoir la libre disposition des fonds et des titres en dépôt.

Si l'un des époux se trouve hors d'état de manifester sa volonté ou s'il met en péril les intérêts de la famille, l'autre époux peut faire prendre en justice toutes mesures nécessaires ou même se faire transférer l'administration des biens normalement gérés par son conjoint.

OBLIGATIONS ALIMENTAIRES DUES PAR ET AUX EPOUX

Les époux ont l'obligation de nourrir et entretenir leurs enfants. Cette obligation ne cesse pas de plein droit lorsque les enfants sont majeurs. Réciproquement, les enfants doivent des aliments à leurs parents qui sont dans le besoin.

Dans les mêmes conditions, les gendres et belles-filles doivent des aliments à leurs beaux-parents. Cette obligation cesse lorsque celui des époux qui créait des liens d'alliance et les enfants issus de son union avec l'autre époux sont décédés. Réciproquement, les beaux-parents sont tenus de cette obligation envers leurs gendres et belles-filles.

FILIATION

Le mari est présumé être le père de l'enfant né avant le 180^e jour du mariage, de ceux conçus pendant l'union et de ceux nés moins de 300 jours après la dissolution du mariage.

ADOPTION

Les époux peuvent adopter un enfant lorsque le mariage dure depuis plus de deux ans ou lorsque les deux époux ont plus de vingt-huit ans.

L'adoption peut être aussi demandée par un époux âgé de plus de vingt-huit ans avec le consentement de son conjoint.

Un époux peut également adopter l'enfant de son conjoint sous certaines conditions. L'adoption est prononcée à la requête de l'adoptant par le tribunal de grande instance qui vérifie si les conditions posées par la loi sont remplies et si l'adoption est conforme à l'intérêt de l'enfant.

Cette adoption peut être plénière, auquel cas le lien de filiation créé par l'adoption se substitue au lien de filiation d'origine, ou simple, les deux liens de filiation coexistant alors.

L'adoption plénière confère à l'enfant le nom de l'adoptant. En cas d'adoption de l'enfant du conjoint ou d'adoption d'un enfant par deux époux, l'adoptant et son conjoint ou les adoptants choisissent, par déclaration conjointe, le nom de famille dévolu à l'enfant : soit le nom de l'un d'eux, soit leurs deux noms accolés dans l'ordre choisi par eux, dans la limite d'un nom de famille pour chacun d'eux. Cette faculté de choix ne peut être exercée qu'une seule fois. En l'absence de déclaration conjointe mentionnant le choix de nom de l'enfant, celui-ci prend le nom de l'adoptant et de son conjoint ou de chacun des deux adoptants, dans la limite du premier nom de famille pour chacun d'eux, accolés selon l'ordre alphabétique.

En cas d'adoption simple, le nom de l'adoptant est adjoint au nom de l'adopté. Toutefois, si l'adopté est majeur, il doit consentir à cette adjonction. Lorsque l'adopté et l'adoptant, ou l'un d'eux, portent un double nom, le nom conféré à l'adopté résulte de l'adjonction du nom de l'adoptant à son propre nom, dans la limite d'un seul nom pour chacun d'eux. Le choix du nom adjoint ainsi que l'ordre des deux noms appartient à l'adoptant, qui doit recueillir le consentement de l'adopté âgé de plus de treize ans. En cas de désaccord ou à défaut de choix, le nom conféré résulte de l'adjonction en seconde position du premier nom de l'adoptant au premier nom de l'adopté.

En cas d'adoption par deux époux, le nom ajouté au nom de l'adopté est, à la demande des adoptants, celui de l'un d'eux, dans la limite d'un nom. Si l'adopté porte un double nom de famille, le choix du nom conservé et l'ordre des noms adjoints appartient aux adoptants, qui doivent recueillir le consentement personnel de l'adopté âgé de plus de treize ans. En cas de désaccord ou à défaut de choix, le nom conféré à l'adopté résulte de l'adjonction en seconde position du premier nom des adoptants selon l'ordre alphabétique, au premier nom de l'adopté.

Le tribunal peut toutefois, à la demande de l'adoptant, décider que l'adopté ne portera que le nom de l'adoptant ou, en cas d'adoption de l'enfant du conjoint, que l'adopté conservera son nom d'origine. En cas d'adoption par deux époux, le nom de famille substitué à celui de l'adopté peut, au choix des adoptants, être soit celui de l'un d'eux, soit leurs deux noms accolés dans l'ordre choisi par eux et dans la limite d'un seul nom pour chacun d'eux. Cette demande peut également être formée postérieurement à l'adoption. Si l'adopté est âgé de plus de treize ans, son consentement est nécessaire.

AUTORITE PARENTALE

L'autorité parentale est un ensemble de droits et de devoirs ayant pour finalité l'intérêt de l'enfant. Elle appartient en commun aux parents jusqu'à la majorité ou l'émancipation de l'enfant pour le protéger dans sa sécurité, sa santé et sa moralité, pour assurer son éducation et permettre son développement, dans le respect dû à sa personne.

A l'égard des tiers, chacun des parents peut accomplir seul les actes usuels qui concernent l'enfant.

Les parents associent l'enfant aux décisions qui le concernent, selon son âge et son degré de maturité.

L'enfant a le droit d'entretenir des relations personnelles avec ses grands-parents et autres ascendants. Seul l'intérêt de l'enfant peut faire obstacle à l'exercice de ce droit.

LOGEMENT DES EPOUX

Les époux sont cotitulaires du bail qui sert exclusivement à leur habitation, même s'il a été conclu par l'un seulement d'entre eux avant le mariage.

Les époux ne peuvent l'un sans l'autre disposer des droits par lesquels est assuré le logement de la famille (notamment par vente ou résiliation du bail), ni des meubles meublants dont il est garni.

REGIME FISCAL

Les époux sont soumis à une imposition commune pour les revenus perçus par chacun d'eux pour l'année entière au cours de laquelle ils se sont mariés et pour les années suivantes. Toutefois, au titre de l'année du mariage et sur option irrévocable, les époux peuvent souscrire deux déclarations distinctes comportant les revenus dont chacun a disposé personnellement pour l'année entière.

Chacun des époux est tenu solidairement avec son conjoint du paiement de l'impôt sur le revenu et de la taxe d'habitation.

REGIME MATRIMONIAL

Les époux peuvent choisir librement leur régime matrimonial en établissant un contrat de mariage devant notaire.

A défaut de contrat, les époux sont soumis automatiquement au régime légal de la communauté.

Régime légal de la communauté :

Les biens acquis par les époux et les revenus sont communs.

Les biens dont chacun des époux était propriétaire avant le mariage et ceux que chacun reçoit par donation ou succession au cours du mariage leur demeurent propres.

Les actes d'administration sur les biens communs peuvent être passés par chacun des époux, à l'exception du bail consenti sur un fonds rural ou un immeuble à usage commercial, industriel ou artisanal dépendant de la communauté qui nécessite l'accord des deux époux.

Les actes de disposition sur les biens communs peuvent être passés par chacun des époux, à l'exception de la donation d'un bien commun, de la vente ou de la constitution d'une garantie sur un immeuble, fonds de commerce, exploitation ou parts de société dépendant de la communauté qui requièrent l'accord des deux.

Chaque époux administre et dispose librement de ses biens propres.

La communauté est tenue du paiement des dettes contractées par un époux au cours du mariage.

Régimes conventionnels de communauté :

Le régime légal de la communauté peut être aménagé par contrat de mariage. Notamment, les époux peuvent prévoir une communauté universelle qui regroupe l'ensemble de leurs biens présents et à venir ou encore prévoir qu'en cas de décès de l'un d'eux il sera attribué au survivant une part inférieure ou supérieure à la moitié de la communauté ou même la totalité des biens communs.

Régime de la séparation de biens :

Les biens acquis par chaque époux et les revenus qu'ils perçoivent pendant le mariage leur demeurent personnels. Cependant, les époux peuvent effectuer des achats en indivision.

Les biens sur lesquels aucun des époux ne peut justifier d'une propriété exclusive sont présumés leur appartenir par moitié.

Les dettes contractées par un époux n'engagent pas son conjoint, à l'exception de celles qui ont pour objet l'entretien du ménage ou l'éducation des enfants.

Régime de la participation aux acquêts :

Pendant le mariage, le régime fonctionne comme si les époux étaient mariés sous le régime de la séparation de biens.

Au moment de la dissolution du mariage, la valeur des biens qui ont été acquis pendant l'union est partagée par moitié entre les époux, à l'exclusion de la valeur de ceux qui ont été reçus par donation ou succession.

Les dettes contractées par un époux n'engagent pas son conjoint, à l'exception de celles qui ont pour objet l'entretien du ménage ou l'éducation des enfants.

Changement de régime matrimonial :

Quel que soit le régime matrimonial choisi au moment du mariage, les époux peuvent au bout de deux ans, dans l'intérêt de la famille, décider de le modifier ou d'en changer par acte notarié. Lorsque l'un ou l'autre des époux a des enfants mineurs, l'acte notarié est obligatoirement soumis à l'homologation du tribunal du domicile des époux.

Cas où l'un des conjoints est de nationalité étrangère ou a son domicile à l'étranger :

Lorsque l'un des conjoints est de nationalité étrangère ou a son domicile à l'étranger, les époux peuvent choisir au moment du mariage, ou au cours de l'union, la loi applicable à leur régime matrimonial.

Cette loi est celle de l'Etat dont l'un des époux a la nationalité ou celle de l'Etat sur le territoire duquel l'un des époux a ou aura sa résidence habituelle après le mariage. A défaut de cette désignation, le régime matrimonial est soumis à la loi interne de l'Etat sur le territoire duquel les époux établissent leur première résidence habituelle après le mariage, sous réserve de certaines exceptions.

DROIT DU CONJOINT SURVIVANT

Le conjoint hérite en pleine propriété d'une partie de la succession quels que soient les membres de la famille laissés par le défunt, sous réserve des actes de disposition à titre gratuit (donation ou testament) consentis par l'époux prédécédé à d'autres personnes.

En présence d'enfants ou de descendants, le conjoint hérite d'un quart en propriété. Lorsque les enfants sont issus des deux époux, le conjoint peut choisir de recevoir l'usufruit de la totalité des biens existants, plutôt qu'un quart en propriété. Dans ce dernier cas, une conversion en rente viagère de l'usufruit peut être demandée par l'un des héritiers nus-propriétaires ou par le conjoint lui-même.

En présence des parents du défunt, le conjoint reçoit la moitié en propriété. En cas de prédécès de l'un des parents, le conjoint hérite des trois quarts.

A défaut d'enfants, de descendants et des parents, le conjoint survivant hérite de l'entière succession.

Au décès de l'un des époux, le conjoint survivant peut rester dans le logement qu'il occupe pendant un an. Lorsque le logement appartient aux époux ou dépend de la succession, il s'agit d'une jouissance gratuite. Lorsque le logement est loué, la succession doit rembourser les loyers au conjoint survivant.

Au cours de ce délai d'un an, le conjoint peut demander à bénéficier de droits viagers d'habitation sur le logement et d'usage sur le mobilier. La valeur de ces droits viagers s'impute sur la valeur de la part successorale éventuellement recueillie par le conjoint survivant.

Lorsque le logement est loué, le conjoint devient le bénéficiaire exclusif du droit au bail dont les époux étaient cotitulaires.

En cas de partage, le conjoint survivant bénéficie d'une attribution préférentielle de droit du local d'habitation où il avait sa résidence à l'époque du décès et du mobilier le garnissant.

Les droits du conjoint survivant peuvent être aménagés par contrat de mariage, donation ou testament. Toutefois, en toute hypothèse, lorsque le défunt ne laisse que des parents éloignés, un quart de la succession est réservé au conjoint survivant.

NOTA :

Décret 2004-1159 2004-10-29 art. 23 : Les modifications de l'annexe entrent en vigueur à Mayotte à partir du 1er janvier 2007.